

Le rouleau compresseur confédéraliste est en marche

■ La N-VA vient de créer son centre d'études pour le confédéralisme.

Entretien Frédéric Chardon

Deux députés fédéraux, deux penseurs de la N-VA, deux flamingants pur jus. Hendrik Vuyt et Veerle Wouters ont été chargés par Bart De Wever de préparer le terrain pour négocier le confédéralisme en 2019, si cela est politiquement possible.

Afin d'encadrer leur travail, ils disposent désormais d'une structure baptisée "Objectief V. Studiecentrum Confédéra-

lisme". "Le but du centre, c'est l'émancipation de la Flandre au sens large, explique Veerle Wouters. Ce n'est pas un organe de la N-VA. C'est une structure indépendante du parti." Il ne s'agit donc pas de rédiger un nouveau programme pour les nationalistes flamands. Le duo soumettra régulièrement des idées allant dans le sens de plus de Flandre et de moins de Belgique aux instances dirigeantes de la N-VA qui se les approprieront ou non. Plus généralement, il faudra surtout convertir le reste de la Flandre à ce projet institutionnel.

Pas de majorité, mais...

Même s'il n'y a pas de majorité

aujourd'hui autour d'une réorganisation confédérale de l'Etat, il ne faut pas sous-estimer la force des idées. C'est le pari de De Wever: si la N-VA est la seule formation à disposer d'un corpus idéologique structuré sur l'avenir institutionnel, immanquablement, c'est elle qui gagnera ce combat politique.

Le premier pas de la réflexion du centre d'études pour le confédéralisme sera franchi la semaine prochaine: Hendrik Vuyt et Veerle Wouters vont présenter un livre sans concessions sur la monarchie. Ils ont accepté d'en dévoiler quelques éléments dans le cadre d'une interview. Représentant la ligne dure flamingante

au sein de la N-VA, les deux députés fédéraux lancent également quelques idées pour la prochaine réforme de l'Etat: même la sécurité devra être régionalisée.

"Nous voulons une monarchie républicaine"

Quel est le timing dans votre travail pour préparer le confédéralisme? Vous commencez en tout cas par la monarchie, avec le livre qui va sortir la semaine prochaine. Veerle Wouters (V.W.): Oui, le livre est prêt. On y avait déjà pensé avant la création de notre centre pour le confédéralisme mais la monarchie fait clairement partie de la réflexion. Je précise que cet ouvrage n'a pas été relu par le top de la N-VA avant impression. Il n'était plus possible de changer la moindre virgule.

Hendrik Vuyt (H.V.): Evidemment, les porte-parole aiment bien avoir une mainmise sur tout mais nous devons rester indépendants... Le sommet du parti ne s'est pas plaint.

Vous choisissez l'option républicaine dans ce livre sur la monarchie?

H.V.: Oui, nous sommes tous les deux républicains. Mais, ce livre, ce n'est pas du Frédéric Dehors (journaliste de la RTBF auteur d'un livre polémique sur la monarchie belge, Ndlr)... Ce n'est pas un livre à scandales. Mais ce sera justement plus pénible pour certains car c'est une analyse objective des statuts de la monarchie, des problèmes qui se sont posés et qui se posent encore. Et on émet 25 proposi-

tions à la fin pour réformer la monarchie afin qu'elle soit compatible avec une démocratie moderne. Dans le dernier chapitre, on rappelle que nous sommes des républicains, oui, mais on reconnaît qu'il n'y a pas de majorité en ce moment dans le pays pour cela. On doit en tenir compte, on a l'obligation de formuler des propositions qui permettront de faire évoluer les choses. Nous sommes restés très pragmatiques.

Vous ne réclamez pas un big bang institutionnel, donc.

V.W.: C'est la même philosophie que notre réflexion sur le confédéralisme. Nous ne voulons pas de révolution mais une évolution.

H.V.: Ça ne sert à rien d'écrire 400 pages pour dire que la Belgique serait formidable comme république. La question qui se pose aujourd'hui, c'est qu'allons-nous faire avec cette monarchie?

Quels sont les problèmes que pose le système monarchique belge à vos yeux?

H.V.: Le congrès national de 1830 avait une idée en tête lorsqu'il réfléchissait

aux futures institutions de la Belgique: une "monarchie républicaine", avec un roi qui n'aurait pas de pouvoir. Dans les centaines de pages du compte-rendu de ces débats, on trouve des dizaines de fois cette expression.

C'est savoureux: comme mandataires nationalistes flamands, vous voulez en revenir à l'esprit d'un congrès qui a fondé la Belgique!

V.W.: Oui (rires). Mais l'idée de "monarchie républicaine" n'était pas si mal... A l'époque, il fallait vraiment organiser le système belge contre l'exemple du roi des Pays-Bas, Guillaume I^{er}. C'était trop tôt pour la république à cette époque, les pays voisins de la Belgique ne l'auraient jamais acceptée. Les membres du congrès ont alors imaginé une monarchie moderne.

Mais la monarchie d'aujourd'hui correspond-elle à cet esprit de base?

H.V.: Non, et la monarchie belge n'a jamais correspondu à cet esprit. C'est le fil conducteur du livre: voici l'idéal des révolutionnaires belges de 1830, mais il n'a vu le jour à aucun moment au cours de notre histoire. La monarchie républicaine, c'est l'idée d'un roi sans pouvoir personnel et sans pouvoir politique. C'est par ailleurs l'évolution que l'on constate dans tous les pays: aux Pays-Bas, dans les pays scandinaves... Une telle réforme de la fonction royale serait logique ici aussi. C'est un mythe de dire que les rois n'ont pas de pouvoir en Belgique.

Le roi Philippe en a-t-il tellement?

H.V.: Le Roi a beaucoup de pouvoir au moment des crises ministérielles et lors de la formation des gouvernements. Regardez le règne d'Albert II, par exemple. Dans notre livre, nous expliquons que certains pouvoirs ont récemment été usurpés par le roi Albert II.

Abordez-vous également la question du financement de la monarchie, des dotations? Vous pourriez être tentés de proposer des économies à ce niveau...

V.W.: Si c'était à nous de décider, la décision serait vite prise... Tout compris, la monarchie belge coûte 36 millions par an. Mais il y a probablement encore des frais cachés. Le financement pose problème, même si la famille royale n'a pas placé d'argent au Panama, apparemment... (rires)

"La monarchie républicaine, c'est l'idée d'un roi sans pouvoir personnel et sans pouvoir politique. [...] C'est un mythe de dire que les rois n'ont pas de pouvoir en Belgique."

“Il faut combattre la refédéralisation de compétences”

Quels sont les grands thèmes auxquels vous vous attaquez après la monarchie ?

H.V. : On va mettre régulièrement un point à l'ordre du jour ou réagir à l'actualité. Nous avons évidemment un certain nombre de thèmes en tête. Il n'y a pas que l'institutionnel pur. Il y a aussi tout ce qui concerne la sécurité, les normes et valeurs, la fiscalité... Il y a des projets que l'on prépare et nous allons, par exemple, faire quelque chose sur la mobilité : un domaine où les compétences ne sont certainement pas homogènes... Mais il y a aussi un discours sur la “refédéralisation” de certaines compétences qui est en train de se mettre en place et là aussi nous allons nous en occuper, combattre ce discours. Le paradoxe, c'est que le discours sur la “refédéralisation”, c'est du communautaire. On n'empêchera jamais le communautaire de revenir. On le voit avec le débat sur les zones de police de Bruxelles.

Les récents attentats ont-ils inspiré votre réflexion institutionnelle ?

V.W. : On voit bien que tous les problèmes actuels se situent au niveau de la police, de la justice, de la sûreté de l'Etat... Ce sont justement les domaines encore fédéraux. Beaucoup de gens disent qu'il faut refédéraliser, ce n'est pas du tout notre philosophie. Les grandes réformes de l'Etat ont eu

lieu dans l'histoire du pays justement parce qu'il y avait des problèmes au niveau fédéral.

La sécurité doit être régionalisée dans une prochaine réforme de l'Etat ?

H.V. : S'il y a une leçon à tirer des attentats, c'est que les dysfonctionnements ont eu lieu au fédéral et que les compétences visées sont homogènes au niveau fédéral. Il faut renvoyer ces compétences vers les Régions. En Belgique, quand on ne trouve plus de consensus au fédéral, on régionalise. Et parfois, ça donne des résultats excellents. Prenez le parcours d'intégration : au niveau fédéral, on n'aurait jamais eu d'accord mais puisque cela a été régionalisé, la Flandre y travaille depuis 10 ans... A l'époque, les francophones nous critiquaient. Aujourd'hui, ils suivent avec 10 ans de retard.

Il faudra faire revenir le PS en 2019 pour voter la réforme de l'Etat alors ? La N-VA devra choisir entre négocier le confédéralisme avec le PS ou continuer une majorité sans les socialistes mais sans réformes institutionnelles...

V.W. : C'est faux de dire ça, il y a une erreur de raisonnement. Si on régionalise tout le socio-économique à l'occasion d'une 7^e réforme de l'Etat, un gouvernement avec le PS ne pose plus de problème. Si la 6^e réforme de l'Etat a eu un avantage, c'est que pour la première fois, on a régionalisé une partie de la sécurité sociale : les allocations familiales. C'est un premier pas mais il reste encore beaucoup à faire.

Cette semaine, le chef de groupe N-VA au Parlement bruxellois a fortement critiqué la “particratie francophone” qui empêcherait la fusion des six zones de police

que compte la Région. Quel est votre point de vue en tant que partisans du confédéralisme ?

H.V. : Johan Van den Driessche a été un peu trop gentil... Nous y avons réfléchi, Veerle et moi : le monde politique francophone est contre la fusion, les experts sont pour. Mais nous voulons aller plus loin. Nous venons de 19 zones, nous sommes passés à 6 et nous voulons aller vers une seule zone. Mais est-ce la bonne solution d'avoir une seule zone de police avec 19 bourgmestres ? Il faut une fusion des communes bruxelloises, un seul district. C'est le cas à New York, c'est le cas à Londres. Un seul chef de corps et un seul responsable politique.

Ce qui vaut pour New York ne vaut pas forcément pour Bruxelles.

V.W. : La situation actuelle à Bruxelles fait qu'il n'y a plus de responsabilité politique, elle est éclatée, diffuse. Yvan Mayeur, le bourgmestre de Bruxelles, s'est défendu récemment en disant que les centaines de hooligans étant arrivés par la gare du Nord, ils étaient donc en dehors de sa zone de police. A Anvers, il y a un seul chef de corps, un seul bourgmestre et une seule zone de police. A Bruxelles, c'est unique au monde. Et le fédéralisme de combat et l'émotionnel empêchent de mener une réflexion rationnelle sur une fusion.

“Le fédéralisme de combat et l'émotionnel empêchent de mener une réflexion rationnelle sur une fusion des zones de police à Bruxelles.”